

naît de la volonté d'abolir la première. La troisième est la violence répressive, qui a pour objet d'étouffer la seconde en se faisant l'auxiliaire et la complice de la première violence, celle qui engendre toutes les autres. Il n'y a pas de pire hypocrisie de n'appeler violence que la seconde, en feignant d'oublier la première, qui la fait naître, et la troisième qui la tue. »

Voilà donc une triste inauguration du Ségur, auquel on notera que le Collectif inter-urgences – acteur indéniabie des mobilisations depuis 2019 – n'a pas été convié. Très hospitalo-centrées, les réflexions n'ont donc pas ou peu pris en compte la déroute complète du système ambulatoire libéral. Nous allons donc rester sur un système à deux vitesses. Au-delà de ces considérations, un peu plus de huit milliards d'euros ont été débloqués pour revaloriser les professionnels de santé et renforcer l'attractivité de l'hôpital public. Quel combat acharné (il aura fallu plus d'un an de manifestations et de grèves nationales en plus d'une épidémie) alors que sept milliards d'euros ont été débloqués fin avril, semblerait-il sans trop de difficultés, pour Air France, dont l'activité a bien sûr été mise à mal par l'épidémie. Par ailleurs, il est prévu l'ouverture de quatre mille lits « à la demande ». Pourquoi à la demande ? C'est bien évidemment de l'ouverture imminente d'autant de lits que nécessaire, en permanence et non pas dans un contexte de crise, dont la population a besoin. Somme toute, il y aurait beaucoup de choses à dire sur « l'après ». Comment ne pas renouveler ce qui s'est (mal) passé avant ? Comment promouvoir la prévention

et l'éducation pour la santé des citoyen·e·s dans une société égocentrée, fragilisée, usée, au sein de laquelle les inégalités n'ont fait que se creuser durant la crise sanitaire et où la santé publique ainsi que la santé mentale – deux enjeux sanitaires fondamentaux – ont été laissées à l'abandon depuis plusieurs décennies ? Comment réinventer une société dans laquelle les masques se vendent, dans laquelle des brigades sont déployées pour « traquer » les personnes malades « suspectes » et leurs contacts sans anonymisation des données informatisées ? L'approche économique, privilégiée par les dirigeants, d'une telle crise, ne leur a rien appris sur la nécessaire approche humaniste.

Peut-on vraiment parler de « l'après Covid-19 » ? Il y a quelques semaines, alors que je commençais à m'inquiéter en voyant le nombre de cas réaugmenter après une période d'accalmie, j'ai reçu un message d'Harry, un demandeur d'asile nigérian dont l'entretien à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) avait été annulé début avril à cause de la crise sanitaire. Dans l'attente de pouvoir être enfin auditionné début août, celui-ci m'a posé la question suivante : « La France va-t-elle être de nouveau confinée ? » Plutôt qu'un « après », nous pouvons peut-être et simplement parler de la suite du début d'une crise sanitaire, sociale, économique et écologique mondiale sans précédent.

1 Michael A. Shadid, *A Doctor for the People: The Autobiography of the Founder of America's First Co-operative Hospital*, Vanguard Press, Elk City, 1939.

Notre Mer

Migrants, migrations, réfugiés, exil

Georges Yoram Federmann

Notre Mer qui est si bleue
 Que ton Nom soit partagé
 Que ton horizon nous fasse renaître
 Que ta volonté et ta miséricorde nous accueillent
 Offre-nous aujourd'hui notre Triton¹ de ce jour
 Comme une trompette de la renommée
 Et non plus comme un cercueil
 Pardonne-nous nos défaites et nos deuils
 Comme nous pardonnerons à nos bourreaux
 Et ne nous soumetts pas aux quotas
 Mais délivre l'Europe de ses peurs et de ses carcans.

1 Plus de cent mille immigrants secourus en mer, 558 interventions, 728 trafiquants arrêtés et six navires arraisonnés, mais aussi 2137 noyés et disparus en mer : tel est le « bilan » de l'opération « *Mare Nostrum* » (« Notre Mer », en latin) dressé par le ministre de l'Intérieur, Angelino Alfano. Commencée le 18 octobre 2013, l'opération menée en Méditerranée par la marine italienne a officiellement pris fin à la mi-octobre 2014. L'Europe a pris la relève avec son opération baptisée « Triton » placée sous le commandement de Frontex, l'agence européenne de surveillance en mer. « Triton » engagera six navires et trois avions. Elle coûtera 3 millions d'euros par mois, un tiers de « *Mare Nostrum* ».